

mardi, 02 juillet 2013 10:30

Algérie : Un champ politique virtuel! par N. KRIM

IRIB-L'échéance de la présidentielle de 2014 se rapproche et les états-majors des partis commencent ...

.. à prospecter pour tenter de dénicher cet oiseau rare qui devrait au mieux être la locomotive d'un programme politique, au pire «l'homme de consensus» - avec tout ce que cela suppose comme compromis -. Pourtant, on ne peut manquer de relever l'absence de l'engouement qui, en général, précède de tels rendez-vous. En effet, les candidats ne semblent guère pressés de se déclarer. Et pour cause! De fait, les surenchères des uns, les peurs des autres diluent quelque peu la solennité d'un scrutin - qui ne revient que tous les cinq ans - qui détermine le devenir du pays. La présidentielle c'est dans 8 mois: est-ce suffisant pour préparer les conditions de son déroulement et les hommes qui y prendront part? Ce n'est pas si sûr! Le temps est compté, d'autant plus compté, que le prochain scrutin aura lieu dans des conditions à tout le moins particulières. Particulières par le fait que ceux connus sous le vocable de «dinosaures» ont, d'une manière ou d'une autre, passé la main. Particulières aussi du fait que ces derniers - dont certains d'entre eux ont régné sur leur parti, ou ont survécu dans le système, depuis l'indépendance - n'ont pas produit la relève attendue. Le concept de «zaïm» avait asséché le vivier politique national aujourd'hui pauvre en hommes d'Etat et en cadres expérimentés. Ceux arrivés aux affaires, souvent par accident, n'ont pas l'expérience exigée pour un tel poste. Pire, ils ne sont, dans maints cas, que des flagorneurs inaptes à diriger et peu qualifiés pour la fonction de chef de l'Etat. Peut-on croire que les conditions sont (enfin?) réunies pour aller vers la légitimité des urnes? Or, la crédibilité d'un scrutin électoral, a fortiori présidentiel, repose à l'évidence sur l'envergure politique des postulants à la magistrature suprême, leurs programmes, leurs soutiens partisans, éventuellement leurs assises sociales. Combien parmi les postulants déclarés ou encore dans l'ombre peuvent exhiber de telles qualités ou répondent à ce postulat? Sans remettre en cause l'intégrité morale de ces hommes aspirant à gouverner l'Algérie, il faut bien admettre qu'il y a maldonne quelque part. Comme la valeur des hommes s'illustrait hier sur les champs de bataille, de même celle des politiciens se révèle sur le terrain de la militance, certes ingrat, sur celui des idées et principes de gouvernance, des projets qu'ils conçoivent pour le pays, pour la société. Quels projets de société ces hommes prévoient-ils de soumettre aux Algériens? De quels projets sont-ils porteurs pour consolider la démocratie et assurer l'avenir du pluralisme politique? Quels plans envisagent-ils pour sortir le pays de la crise politique et du sous-développement économique?. Voilà quelques-uns des thèmes sur lesquels nous aurions tant aimé entendre les postulants au suffrage des Algériens; les écouter débattre sur le meilleur moyen de sortir le pays des difficultés qui le paralysent. Ce qui est en cause en fait, c'est la capacité des hommes qui briguent la présidence de l'Algérie à diriger un pays miné par des décennies d'autoritarisme, à sécuriser un peuple paupérisé par la mal-vie, tétanisé par l'incertitude du lendemain. Soyons conséquents, que représentent ces candidats - sans charisme et sans leadership politique - sans assise politique, sans programme alternatif qui, de but en blanc, entrent dans le champ de bataille de la présidentielle, si ce n'est - loin de renforcer le pluralisme politique - de contribuer à brouiller davantage les cartes au grand bonheur de ceux qui ont fourvoyé l'Algérie dans l'impasse. Aussi, il faut commencer par le commencement, se battre sur le terrain civique et politique, militer à la base, avoir un idéal et des principes, s'y tenir afin de se forger une stature politique sélective pour les joutes présidentielles. Tant il est vrai que l'on ne s'improvise pas homme politique tout en sortant du néant, ou par le simple fait de diriger une association, pompeusement qualifiée de «parti politique» comme certains, arrivés à cette situation par le fait du hasard, semblent le croire. En réalité, le déficit de culture politique des hommes qui font de la «politique» - comme d'autres font du



commerce ou cultivent leur champ - est la résultante de l'absence d'une vraie classe politique et d'un espace politique, dont l'existence est plus virtuelle que réelle. Faut-il dès lors s'étonner de la pauvreté d'un champ politique caractérisé par le clientélisme et la courtisanerie?

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

☐ Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
